



ARRÊTÉ N° 2024 - 398

FETE DE LA CONFLUENCE : 21, et 22 JUIN 2024

Le Président de la Communauté d'agglomération du Libournais (La Cali),

Vu le Code Pénal et le Code de Procédure Pénale,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Transports et notamment le livre des Ports Maritimes,

Vu le règlement particulier du Port de Libourne – Saint-Emilion approuvé par délibération du conseil municipal du 11 décembre 2018,

Vu l'Arrêté préfectoral du 17 mars 2021 actant le transfert de la compétence du port de la commune de Libourne à La Cali

Vu les limites administratives du Port de Libourne – Saint-Emilion,

Considérant l'Autorité Portuaire (AP) et l'Autorité investie du Pouvoir de Police Portuaire (AI3P) de La Cali,

Considérant que cette manifestation comportera des implantations sur le domaine public portuaire, il est nécessaire de prendre des mesures autorisant cette occupation,

ARRÊTE

Article 1. L'autorisation d'occupation du domaine portuaire à terre est accordée pour l'implantation de stands pour la Fête de la Confluence Esplanade de la République, du jeudi 20 Juin à 09h00 au lundi 24 juin à 12h00.

Article 2. Cette autorisation est délivrée à titre gratuit, en raison de la satisfaction d'un intérêt général, en vertu de l'article L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Article 3. Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie et Monsieur de Chef de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un avis à la batellerie.

Fait à Libourne, **17 JUIN 2024**
Publié le
Notifié le 18 juin 2024

Monsieur Philippe BUISSON,
Président de La Cali



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché sur les panneaux extérieurs du siège de La Cali,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, ou d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.